

RCS : BOBIGNY Code greffe : 9301

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de BOBIGNY atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2010 B 08009 Numéro SIREN : 529 268 393 Nom ou dénomination : HITACHI ASTEMO FRANCE

Ce dépôt a été enregistré le 03/10/2022 sous le numéro de dépôt 28948

KPMG S.A.
Tour EQHO
2, avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris-La Défense cedex

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles et du Centre

ERNST & YOUNG Audit
Tour First
TSA 14444
92037 Paris-La Défense cedex
S.A.S. à capital variable
344 366 315 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles et du Centre

Hitachi Astemo France S.A.S.
126, rue de Stalingrad - 93700 DRANCY

Exercice clos le 31 mars 2022

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

KPMG S.A.
Tour EQHO
2, avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris-La Défense cedex

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles et du Centre

ERNST & YOUNG Audit
Tour First
TSA 14444
92037 Paris-La Défense cedex
S.A.S. à capital variable
344 366 315 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles et du Centre

Hitachi Astemo France S.A.S.

Exercice clos le 31 mars 2022

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

A l'associé unique de la société Hitachi Astemo France S.A.S.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décisions de l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Hitachi Astemo France S.A.S. relatifs à l'exercice clos le 31 mars 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} avril 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans la note « 2.8 Provision retraite, CAATA et médailles » de l'annexe des comptes annuels qui expose le changement de méthode comptable relatif à l'application de la recommandation ANC n° 2013-02 du 7 novembre 2013 modifiée le 5 novembre 2021 concernant les règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires et précise son impact sur les capitaux propres d'ouverture de l'exercice clos le 31 mars 2022.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Evaluation des immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles, dont le montant net figurant au bilan au 31 mars 2022 s'établit à 20 525 026 euros, sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production et amorties linéairement selon les modalités décrites dans la note 2.2. « Immobilisations corporelles » de l'annexe aux comptes annuels.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons examiné les modalités de l'inscription à l'actif des immobilisations corporelles ainsi que celles retenues pour leur amortissement et pour la vérification de leur valeur actuelle et nous nous sommes assurés que la note 2.2 « Immobilisations corporelles » de l'annexe aux comptes annuels fournit une information appropriée.

Provision pour ventes à perte

En application des règles et méthodes comptables décrites dans la note 2.8 « Provision pour risques et charges – provision pour ventes à perte » de l'annexe aux comptes annuels, des provisions pour contrats à perte sont comptabilisées dans le cadre des contrats clients pour lesquels le prix de vente défini ne couvre pas les coûts directement rattachés à ces contrats. Sur cette base, votre société a comptabilisé au titre de l'exercice des provisions pour contrats à perte. Nos travaux ont notamment consisté à apprécier les hypothèses sur lesquels ces provisions sont fondées, à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction, et sur la base des éléments disponibles à ce jour, à revoir par sondages les calculs effectués par la société.

Provision pour engagements de retraites

En application des règles et méthodes comptables décrites dans la note 2.8 « Provisions pour risques et charges - Provision retraite, CAATA et médailles » de l'annexe aux comptes annuels, des provisions destinées à couvrir les engagements de retraite ont été comptabilisées. Nos travaux ont notamment consisté à apprécier les hypothèses sur lesquelles ces provisions ont été estimées, à examiner les procédures d'approbation et d'évaluation de ces estimations par la direction.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 13 juillet 2022

Les Commissaires aux Comptes

KPMG S.A.

ERNST & YOUNG Audit

Philippe Cherqui

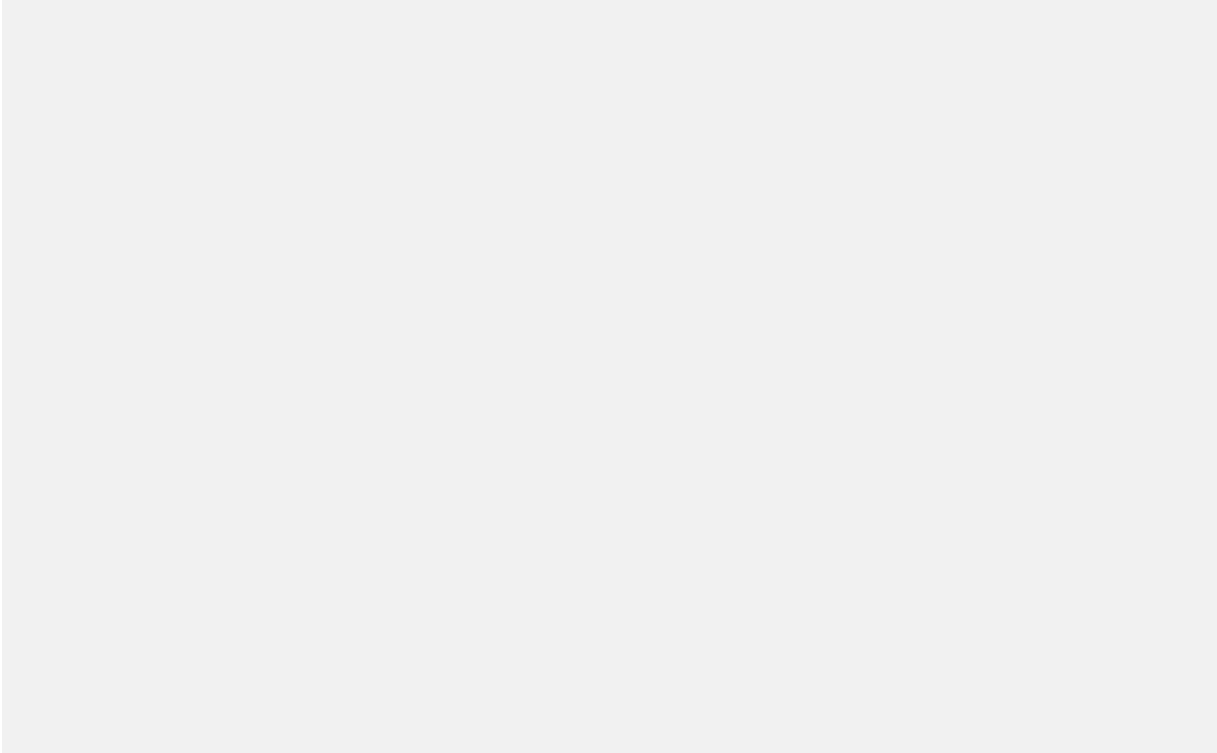
Pierre-Henri Pagnon

HITACHI ASTEMO FRANCE

126 Rue de Stalingrad

93700 DRANCY

Comptes au 31/03/2022



- SOMMAIRE -

Comptes annuels

Bilan - Actif	3
Bilan - Passif	4
Compte de résultat (12 mois versus 15 mois)	5

Annexes

Règles et méthodes comptables	8
Immobilisations	16
Amortissements	17
Provisions et dépréciations	18
Provisions pour risques et charges	19
Créances et dettes	20
Charges à payer et produits à recevoir	21
Charges et produits constatés d'avance	22
Composition du capital social	23
Variation des capitaux propres	24
Ventilation du chiffre d'affaires	25
Charges et produits exceptionnels	26
Répartition de l'impôt sur les bénéfices	27
Situation fiscale différée et latente	28
Effectif moyen	29
Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société	30
Eléments relevant de plusieurs postes de bilan	31

Comptes annuels

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/03/2022	31/03/2021
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement	37 399 184	24 142 902	13 256 282	7 787 686
Concessions, brevets et droits similaires	17 337 262	15 437 904	1 899 358	1 703 657
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	4 928 225		4 928 225	10 511 842
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	2 869 810	29 277	2 840 533	3 687 906
Constructions	5 967 351	5 377 807	589 544	581 910
Installations techniques, matériel, outillage	62 774 757	49 647 544	13 127 213	13 512 291
Autres immobilisations corporelles	6 139 314	4 949 134	1 190 180	1 155 917
Immobilisations en cours	2 777 556		2 777 556	2 780 000
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	2 705 118		2 705 118	2 679 320
ACTIF IMMOBILISE	142 898 576	99 584 567	43 314 009	44 400 529
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	17 429 280	2 692 401	14 736 879	11 706 249
En-cours de production de biens	1 290 702	222 286	1 068 416	1 147 936
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	4 294 708	441 206	3 853 501	3 684 632
Marchandises	123 000		123 000	869 986
Avances et acomptes versés sur commandes	1 135		1 135	75
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	74 893 779	880 548	74 013 230	38 682 929
Autres créances	11 854 099		11 854 099	12 571 508
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres :)				
Disponibilités	1 128 141		1 128 141	1 105 828
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	27 474 233		27 474 233	41 318 863
ACTIF CIRCULANT	138 489 078	4 236 442	134 252 635	111 088 005
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif	101 740		101 740	2 524
TOTAL GENERAL	281 489 394	103 821 009	177 668 385	155 491 058

Rubriques	31/03/2022	31/03/2021
Capital social ou individuel (dont versé : 6 630 400)	6 630 400	15 628 800
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	279 641	279 641
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau		-111 290 550
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	8 036 296	859 363
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	4 389 187	3 672 400
CAPITAUX PROPRES	19 335 523	-90 850 346
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	20 465 912	19 450 457
Provisions pour charges	9 563 011	11 589 778
PROVISIONS	30 028 923	31 040 235
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	1 145	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	73 612 766	63 923 655
Dettes fiscales et sociales	17 175 543	15 788 914
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	935 462	333 763
Autres dettes	28 912 894	120 538 298
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	7 664 337	14 590 604
DETTES	128 302 146	215 175 234
Ecarts de conversion passif	1 793	125 935
TOTAL GENERAL	177 668 385	155 491 058

Rubriques	France	Exportation	31/03/2022	31/03/2021
Ventes de marchandises	2 792 739	19 042 376	21 835 115	9 265 464
Production vendue de biens	55 099 111	138 464 036	193 563 147	224 634 150
Production vendue de services	1 291 954	72 481 719	73 773 673	60 656 185
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	59 183 804	229 988 131	289 171 935	294 555 799
Production stockée			-3 194	-214 672
Production immobilisée			4 927 358	24 488 789
Subventions d'exploitation			152 486	170 244
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			20 594 704	37 348 079
Autres produits			25 054 430	25 427 179
PRODUITS D'EXPLOITATION			339 897 719	381 775 419
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)			746 986	134 714
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			168 054 869	190 296 575
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			-2 988 491	-2 783 889
Autres achats et charges externes			81 019 691	96 479 800
Impôts, taxes et versements assimilés			2 344 104	4 020 469
Salaires et traitements			38 583 235	44 428 522
Charges sociales			17 967 339	21 216 350
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			7 482 347	7 240 252
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			959 530	1 014 961
Dotations aux provisions			19 644 339	18 220 447
Autres charges			2 620 795	5 164 282
CHARGES D'EXPLOITATION			336 434 744	385 432 483
RESULTAT D'EXPLOITATION			3 462 975	-3 657 064
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			138	5 220
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change			347 387	398 014
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			347 526	403 234
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			1 071 694	956 318
Différences négatives de change			242 095	218 692
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			1 313 788	1 175 010
RESULTAT FINANCIER			-966 263	-771 776
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			2 496 712	-4 428 841

Rubriques	31/03/2022	31/03/2021
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	5 005 413	58 115
Produits exceptionnels sur opérations en capital	1 326 902	11 270
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	8 505 309	48 040 313
PRODUITS EXCEPTIONNELS	14 837 624	48 109 698
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	29 798	27 300 671
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	842 867	1 009
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	7 561 199	15 308 472
CHARGES EXCEPTIONNELLES	8 433 864	42 610 152
RESULTAT EXCEPTIONNEL	6 403 760	5 499 546
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	864 176	211 342
TOTAL DES PRODUITS	355 082 868	430 288 351
TOTAL DES CHARGES	347 046 573	429 428 988
BENEFICE OU PERTE	8 036 296	859 363

Annexes

1. EVENEMENTS PRINCIPAUX DE L'EXERCICE

Le 1er janvier 2021, une fusion de type absorption a été mise en œuvre, dans laquelle Hitachi Automotive Systems, Ltd, a fusionné avec les filiales en propriété exclusive de Honda Motor Co., Ltd. Keihin Corporation, Showa Corporation et Nissin Kyogo Co. Ltd. Suite à la fusion, Hitachi, Ltd détient 66,6% des actions de Hitachi Astemo, Ltd et Honda Motor Co., Ltd détient 33,4% des actions de Hitachi Astemo, Ltd. À la même date, Hitachi Automotive Systems, Ltd a été renommée Hitachi Astemo, Ltd.

Les comptes de la société Hitachi Astemo France France sont consolidés dans les comptes financiers de Hitachi Ltd, la société mère du groupe Hitachi.

Hitachi Astemo France fait partie de la branche Hitachi Astemo du groupe Hitachi.

La société ayant modifié la date de clôture de son exercice lors de l'AG du 11 septembre 2020, l'exercice clos au 31 mars 2022 est un exercice de 12 mois (du 1^{er} avril 2021 au 31 mars 2022) et n'est donc pas comparable à celui de 2021 qui avait une durée de 15 mois (du 1^{er} janvier 2020 au 31 mars 2021).

Par décision de l'AG du 19 mars 2021 relative au changement de la dénomination de la société et la mise à jour corrélative des statuts, la raison sociale est devenue Hitachi Astemo France au 1er juin 2021.

L'activité de la Société a été affectée par la crise des semi conducteurs ayant entraînée des journées de chômage partiel. Néanmoins la société a assuré une continuité d'exploitation pour tous les contrats commerciaux.

La vérification de notre comptabilité par la DGFIP portant sur les exercices 2018-2019, commencée lors de l'exercice précédent s'est achevée en mars 2022 et s'est conclue par une absence de rectification.

Par l'assemblée générale du 04 février 2022, les capitaux propres de la société ont été reconstitués, portant le capital social de la société de 15 628 800 € à 6 630 399,60 € .

Il a été proposé d'apurer la situation financière de la Société en réalisant une augmentation de capital social d'un montant de 101.432.786,40 euros en numéraire par la création de 30.737.208 actions ordinaires nouvelles de 3,30 euros de valeur nominale chacune, suivie d'une réduction de capital social d'un montant de 110.431.186,80 euros, en vue de l'apurement des pertes existantes arrêtées au 31 mars 2021, par voie de réduction du nombre d'actions.

En date du 18 mars 2022, Madame Katia Robard a présenté sa démission du poste de, Présidente la société Hitachi Astemo France.

Enfin, nous avons continué à constater des dépréciations exceptionnelles des actifs dédiés à la production du frein à tambour avec frein de parking électromécanique pour un montant de 5.434.420,53 €

2. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 relatif au Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont détaillées ci-après.

2.1. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production. La valeur des actifs incorporels à durée de vie indéfinie est revue à chaque clôture des comptes afin d'apprécier s'il existe un indice de perte de valeur. Si tel est le cas, un test de dépréciation est réalisé en comparant leur valeur nette comptable avec leur valeur actuelle. La valeur actuelle est la valeur la plus élevée de la valeur vénale et de la valeur d'usage.

Les logiciels sont amortis sur une durée de 4 ans en linéaire.

Les frais de recherche et développement correspondent aux dépenses applicatives pour les projets dont les débouchés commerciaux sont avérés. Ils sont amortis en linéaire à compter de la date de mise en production pour la durée de vie du contrat.

Cette durée de vie avait été estimée à 4 ans pour les projets mis en production avant le 1^{er} janvier 2018.

Le montant des frais de recherche et développement comptabilisés en charges s'élève à 15.819.622 € contre 10.798.146 € pour l'année fiscale 2020. Elles comprennent notamment 14.317.653 € de dépenses engagées pour des brevets futurs contre 9.193.797 € en 2020.

2.2. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production des immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production des immobilisations.

Les immobilisations corporelles sont amorties en linéaire. Les principales durées d'amortissement sont les suivantes :

Bâtiment	33.3 ans
Installations techniques	de 7.5 à 13.5 ans
Outillages	3 ans
Mobilier et matériel de bureau	de 3 à 8 ans

La valeur des actifs corporels est revue à chaque clôture des comptes afin d'apprécier s'il existe un indice de perte de valeur. Si tel est le cas, un test de dépréciation est réalisé en comparant leur valeur nette comptable avec leur valeur actuelle. La valeur actuelle est la valeur la plus élevée de la valeur vénale et de la valeur d'usage.

La valeur d'usage est déterminée sur la base de cash flow actualisés. Les principales hypothèses retenues sont les suivantes :

- Les cash flow de l'année N+1 sont issus de données budgétaires
- Les cash flow des quatre années suivantes sont basés sur le business plan à 5 ans qui reprend les données du marché pour les volumes de ventes contractualisées ou attendues et les hypothèses du management de croissance de gains de marché, de conditions tarifaires, de productivité et de changement de structure des coûts.

Une dépréciation exceptionnelle a été pratiquée au cours de l'exercice 2012 sur les immobilisations afin de refléter leur valeur d'usage. Comme préconisé par l'avis CNC n°2006-12, une écriture de reprise de dépréciation au rythme des amortissements qui auraient été comptabilisés en l'absence de dépréciation a été constatée en résultat exceptionnel. Cette reprise de dépréciation est compensée par une dotation aux amortissements de même montant constatée en résultat exceptionnel. Pour l'exercice 2021, l'écriture de reprise est de 416.492,72 € et clos cette dépréciation exceptionnelle de 2012.

En 2021, une dépréciation exceptionnelle de 5.434.420,53 € a été opérée sur les immobilisations relatives à la mise en production du nouveau frein à tambour avec frein de parking électromécanique. Une écriture de reprise a été constatée à hauteur des amortissements économiques pratiqués pour 4.789.132 €.

2.3. AMORTISSEMENTS

Le total des amortissements en fin d'exercice présenté dans l'annexe est de 85.413.309,76 € et ne correspond pas au total des amortissements présenté au bilan pour 99.584.566,62 €, soit une différence de 14.171.256,86 €. En effet, le tableau d'amortissement de l'annexe ne prend pas en compte les dépréciations exceptionnelles qui totalisent 14.171.256,86 €.

2.4. STOCKS

Les stocks de matières premières sont évalués suivant la méthode du coût unitaire moyen pondéré. Les stocks d'en cours et de produits finis sont évalués au plus bas du prix de revient ou de marché. Un ajustement du coût standard au coût réel est effectué pour chaque arrêté.

Une dépréciation des stocks est constatée selon la rotation du stock ou la couverture des besoins. Les taux varient de 3% à 95%. Une dépréciation complémentaire est pratiquée sur les stocks obsolètes.

2.5. CREANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Les taux de dépréciation appliqués sur l'exercice 2021 ont été révisés et sont désormais basés sur la base de l'historique des pertes irrécouvrables des deux dernières années (01/04/2019 au 31/03/2021) et varient selon l'ancienneté de la créance de 1% à 100% et le risque de recouvrement des créances.

Le 27 janvier 2015, la société a signé un accord de factoring avec recours avec Crédit Agricole Eurofactor, amendé le 19 juillet 2016, requalifiant la cession des créances sans recours.

Les créances cédées au factor à hauteur de 27.151.187,60 € sont sorties de l'actif circulant au 31 mars 2022 contre 31.110.566,37 € au 31 mars 2021.

2.6. DISPONIBILITES ET DETTES FINANCIERES

Les disponibilités correspondent uniquement au compte bancaire. Le solde du compte bancaire est transféré quotidiennement dans le compte de cash pooling détenu par la société holding .

Suite à la mise en place d'un accord de factoring avec Crédit Agricole Eurofactor en 2015 amendé en 2016, la dette financière relative au factoring d'un montant identique de 27.151.187,60 € au 31 mars 2022 n'est pas reconnue au passif contre 31.110.566,37 € au 31 mars 2021.

2.7. PROVISIONS REGLEMENTEES

Les provisions réglementées correspondent à l'amortissement exceptionnel pratiqué sur les immobilisations.

2.8. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

- **Provision retraite, CAATA et médailles**

La provision pour retraite couvre les indemnités de départ en retraite et le régime de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante (CAATA).

Le plan CAATA couvre l'indemnité de départ en retraite et une indemnité CAATA conformément aux accords Bosch signés en 2000 et 2002, ainsi qu'une prestation prévoyance et retraite.

Un changement de méthode comptable est intervenu sur l'exercice en lien avec l'application de la recommandation ANC n°2013-02 du 7 novembre 2013 modifiée le 5 novembre 2021. Ce changement concerne l'évaluation des engagements de retraite.

Ce changement de méthode a été estimé au 1er avril 2022 et a été reconnu en capitaux propres pour l'impact sur la charge antérieure soit 85.232 €. La charge de la période a également été ajustée pour tenir compte de cette modification.

La convention collective appliquée est celle de la Métallurgie.

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes :

	<u>31 mars 2022</u>
Taux d'inflation	1,90%
Taux d'actualisation	1,80%
Progression future des salaires	2,00%
Age de départ à la retraite	Age de taux plein
Conditions de départ	volontaire
Turnover	Table Insee

Au 31 mars 2022, la répartition de la provision est la suivante :

	<u>31 mars 2022</u>
Provision IDR	4 141 981 €
Provision CAATA	4 658 740 €
Provision médailles	762 290 €
Total provision	9 563 011 €

- **Provision pour garanties**

Une provision pour garanties est comptabilisée pour couvrir les risques de retour de pièces. Elle est basée sur des données historiques et l'appréciation faite par le management des risques encourus. La provision statistique s'élève à 995.979 € au 31 mars 2022 contre 929.691 € au 31 mars 2021.

- **Provision pour ventes à pertes**

Une provision pour ventes à pertes est comptabilisée pour les contrats pour lesquels le prix de vente contractuel ne couvre pas les coûts directement rattachés aux contrats. Au 31 mars 2022 elle s'élève à 18.531.933 € dont 13.294.178 € provenant des contrats de production de frein à tambour avec frein de parking électromécanique. Elle s'élevait à 15.956.810 € au 31 mars 2021.

- **Provision pour restructuration**

La société a présenté le 4 mars 2014 un projet de réorganisation, associé à d'autres mesures de réduction des coûts fixes visant à restaurer les éléments clés de la compétitivité de la société sur son secteur d'activité. Dans ce but, un plan de sauvegarde de l'emploi a été mis en œuvre. A ce titre, une provision pour restructuration a été constituée au 31 décembre 2014 à hauteur de 9.195.000 €.

En 2017 une provision complémentaire a été constituée pour les neufs départs des salariés impactés par la réorganisation des équipes administratives et de l'Aftermarket à hauteur de 1.521.969 € au 31 décembre 2017.

Sur l'exercice 2019, le solde de la provision pour restructuration a été repris à hauteur de 764.188 €. Les coûts liés aux départs ont été comptabilisés dans le résultat d'exploitation suivant la nature des charges afférentes. L'ensemble des coûts d'exploitation liés au plan de 2014 et aux départs de 2017 s'élève à 1.956.664,45 € sur l'exercice.

En 2019 une provision complémentaire de 950.000 € a été constituée pour des départs isolés et correspond au solde de la provision du 31 décembre 2019.

Durant l'exercice 2020, une reprise de 399.043 € a été comptabilisée. Aucune nouvelle provision n'ayant été constituée, le solde au 31 mars 2021 s'élève donc à 550.957 €.

En 2021, la société n'ayant comptabilisé qu'une reprise de provision de 250.957 €, le solde de cette provision à la clôture de l'exercice s'élève donc à 300.000 €.

- **Autres provisions**

Les autres provisions s'élèvent à 638.000 € et constituent des provisions pour litiges prud'homaux. Durant l'exercice 2021, nous avons repris 1.844.000 € suite aux dénouements de litiges et avons également constitué une provision complémentaire de 469.000 €.

2.9. AUTRES CREANCES

Les autres créances comprennent principalement les crédits d'impôts pour 7.206.498 €

2.10. CHIFFRE D'AFFAIRES ET PRODUCTION IMMOBILISEE

Le chiffre d'affaires comprend les ventes de freins à disque et freins à tambour, ainsi que des refacturations à d'autres entités du groupe. Les redevances de brevets refacturées au cours de l'exercice 2021 aux entités du groupe s'élèvent 23.276.871 € contre 25.009.551 € en 2020.

Pour rappel, depuis 2014, les dépenses de recherche engagées et les brevets déposés demeurent la propriété de la société. A ce titre, les redevances sont facturées aux entités du groupe utilisant ces nouveaux brevets.

Les frais de recherche et développement capitalisés en immobilisations incorporelles apparaissent en production immobilisée pour 17.000.000 € au 31 mars 2022 contre 24.488.789 € au 31 mars 2021.

2.11. AUTRES INFORMATIONS

- **Rémunération des mandataires sociaux**

La rémunération des mandataires sociaux n'est pas détaillée dans la mesure où cela conduirait à fournir une information individualisée.

- **Transactions avec les parties liées**

Conformément aux dispositions du règlement n°2010-02 homologué par arrêté du 29 décembre 2010, il est précisé que les transactions conclues avec les parties liées et présentant une importance significative sont à des conditions normales de marché. Les conditions peuvent être considérées comme « normales » lorsqu'elles sont habituellement pratiquées par la société dans les rapports avec les tiers, de sorte que le bénéficiaire de la convention n'en retire pas un avantage par rapport aux conditions faites à un tiers quelconque de la société, compte tenu des conditions en usage dans les sociétés du même secteur.

- **Crédits d'impôts**

Des crédits d'impôts sont enregistrés en diminution de la charge d'impôt et correspondent principalement au crédit d'impôt recherche pour 1.325.000 €, aux retenues à la source pour 1.875.576 €.

- **Honoraires des commissaires aux comptes**

Au titre de l'exercice 2021, les honoraires des commissaires aux comptes s'élèvent à 67.500 €.

3. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Suite à la démission en date du 18 mars 2022 de Madame Katia Robard de ses fonctions de Présidente de la société Hitachi Astemo France, l'associé unique a décidé de nommer, à compter du 18 mars 2022 et pour une durée illimitée, Monsieur Erwan Quemener, Président de la société lors de l'AG qui s'est tenue le 22 avril 2022,

A la date à laquelle les états financiers de 2021 sont publiés, la direction n'a pas identifié d'éléments qui remettraient en cause la continuité d'exploitation.

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT	25 281 814		12 117 370
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	30 500 058		3 878 998
Terrains	3 712 677		
Dont composants			
Constructions sur sol propre	4 775 000		
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.	1 166 430		25 920
Install. techniques, matériel et outillage ind.	59 797 829		2 976 928
Installations générales, agenc., aménag.			
Matériel de transport	243 150		24 505
Matériel de bureau, informatique, mobilier	5 005 674		292 698
Emballages récupérables et divers	147 856		425 431
Immobilisations corporelles en cours	3 227 879		3 298 959
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	78 076 495		7 044 442
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	2 679 320		5 560 796
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	2 679 320		5 560 796
TOTAL GENERAL	136 537 687		28 601 606

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT			37 399 184	
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES	12 113 570		22 265 487	
Terrains		842 867	2 869 810	
Constructions sur sol propre			4 775 000	
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.			1 192 351	
Installations techn.,matériel et outillages ind.			62 774 757	
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport			267 655	
Matériel de bureau, informatique, mobilier			5 298 372	
Emballages récupérables et divers			573 287	
Immobilisations corporelles en cours	3 749 282		2 777 556	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 749 282	842 867	80 528 787	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		5 534 998	2 705 118	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		5 534 998	2 705 118	
TOTAL GENERAL	15 862 852	6 377 866	142 898 576	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissements et développement	11 442 875	4 941 197		16 384 072
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	14 103 497	1 334 407		15 437 904
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	25 546 372	6 275 604		31 821 976
Terrains	24 771	4 506		29 277
Constructions sur sol propre	4 775 000			4 775 000
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.	504 524	98 283		602 807
Installations techniques, matériel et outillage industriels	36 990 819	6 244 297		43 235 116
Installations générales, agenc. et aménag. divers				
Matériel de transport	190 316	24 731		215 047
Matériel de bureau et informatique, mobilier	4 025 082	620 500		4 645 582
Emballages récupérables, divers	25 365	63 140		88 505
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	46 535 877	7 055 457		53 591 334
TOTAL GENERAL	72 082 249	13 331 061		85 413 310

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
Frais établis. Fonds Cial Autres. INC.							
INCORPOREL.							
Terrains	3 575						3 575
Construct. - sol propre - sol autrui - installations	19 653						19 653
Install. Tech.	89	1 301 187		2	548 168		753 106
Install. Gén.							
Mat. Transp.		9 980			12 191		-2 211
Mat bureau	5 424	46 893			206 375		-154 058
Embal récup.		98 972			2 249		96 723
CORPOREL.	28 740	1 457 031		2	768 983		716 787
Acquis. titre							
TOTAL	28 740	1 457 031		2	768 983		716 787

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	3 672 400	1 485 771	768 985	4 389 187
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES	3 672 400	1 485 771	768 985	4 389 187
Provisions pour litiges	2 013 000	469 000	1 844 000	638 000
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires	11 589 778	116 427	2 143 194	9 563 011
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	17 437 457	19 527 912	17 137 457	19 827 912
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	31 040 235	20 113 339	21 124 651	30 028 923
Dépréciations immobilisations incorporelles	10 232 316		2 473 487	7 758 829
Dépréciations immobilisations corporelles	9 822 594	2 200	3 412 366	6 412 428
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours	3 490 576	78 982	213 664	3 355 894
Dépréciations comptes clients	1 100 770	880 548	1 100 770	880 548
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	24 646 256	961 730	7 200 286	18 407 699
TOTAL GENERAL	59 358 891	22 560 840	29 093 922	52 825 809
Dotations et reprises d'exploitation		20 603 869	20 344 128	
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles		1 956 971	8 749 794	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	2 705 118	2 685 252	19 866
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	74 893 779	74 893 779	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	114 724	114 724	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	147 804	147 804	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	2 616 338	2 616 338	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	7 569 872	7 569 872	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	1 405 361	1 405 361	
Charges constatées d'avance	27 474 233	9 680 809	17 793 424
TOTAL GENERAL	116 927 229	99 113 939	17 813 290
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	1 145	1 145		
Fournisseurs et comptes rattachés	73 612 766	73 612 766		
Personnel et comptes rattachés	8 768 874	8 768 874		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	5 927 696	5 927 696		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	1 030 896	1 030 896		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	1 448 077	1 448 077		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	935 462	935 462		
Groupe et associés	26 686 447	26 686 447		
Autres dettes	2 226 446	2 226 446		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	7 664 337	1 409 814		6 254 522
TOTAL GENERAL	128 302 146	122 047 623		6 254 522
Emprunts souscrits en cours d'exercice	1 145			
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

CHARGES A PAYER	31/03/2022	31/03/2021
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	24 964 242	25 338 410
Dettes sur immobilisations	48 756	327 149
Autres dettes	8 750	29 738 302
Dettes fiscales et sociales	13 406 449	12 356 198
TOTAL GENERAL	38 428 197	67 760 059

PRODUITS A RECEVOIR	31/03/2022	31/03/2021
Clients, factures à établir	1 797 629	237 154
Indemnités de sécurité sociale et prévoyance	250 852	142 192
Etat remboursement Taxe à recevoir	207 680	170 355
TOTAL GENERAL	2 256 161	549 702

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	31/03/2022	31/03/2021
Charges constatées d'avance d'exploitation		
Maintenance informatique et outillage		
Assurances		
Achats facturés non réceptionnés		
Frais intragroupes à refacturer	26 246 889	40 753 652
Frais divers	1 227 344	565 211
TOTAL GENERAL	27 474 233	41 318 863

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	31/03/2022	31/03/2021
Produits constatés d'avance d'exploitation		
Facturation de projets en cours de développement	7 664 337	14 590 604
Facturation outillages en cours		-
Produits constatés d'avance exceptionnels		
Compensation des pertes à venir sur contrats acquis		
TOTAL GENERAL	7 664 337	14 590 604

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	2 009 212	30 737 208	35 473 208	3,3
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		-90 850 346
Distributions sur résultats antérieurs		
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		-90 850 346
Variations en cours d'exercice	En moins	En plus
Variations du capital	8 998 400	
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		110 431 187
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées		716 787
Autres variations		
Résultat de l'exercice		8 036 296
	SOLDE	110 185 869
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		19 335 523

Page 25/31

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	2 496 712	864 176	1 632 536
Résultat exceptionnel à court terme	6 403 760		6 403 760
Résultat exceptionnel à long terme			
Participation des salariés			
Créance d'impôt à raison des bénéfices fiscaux antérieurs			
RESULTAT COMPTABLE	8 900 472	864 176	8 036 296

Rubriques	Montant
IMPOT DU SUR :	
Provisions réglementaires :	
Provisions pour hausse de prix	
Provisions pour fluctuation des cours	
Provisions pour investissements	
Amortissements dérogatoires	1 207 026
Subventions d'investissement	
TOTAL ACCROISSEMENTS	1 207 026
IMPOT PAYE D'AVANCE SUR :	
Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) :	
Congés payés	
Participation des salariés	
Autres	
A déduire ultérieurement :	
Provisions pour propre assureur	
Autres	91 110
TOTAL ALLEGEMENTS	91 110
SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE	1 115 916
IMPOT DU SUR :	
Plus-values différées	
CREDIT A IMPUTER SUR :	
Déficits reportables	
Moins-values à long terme	
SITUATION FISCALE LATENTE NETTE	

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
Opérateurs	200	
Employés	44	
Techniciens	84	
Ingénieurs	450	
TOTAL	777	

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital	% détenu
-------------------------------------	-------	-----------------	----------

Hitachi Astemo Netherlands B.V. High Tech Campus 84, 5656 AG Eindhoven Pays Bas	BV	27 870	100,00 %
--	----	--------	----------

Rubriques	Entreprises liées	Participations	Dettes, créances en effets comm.
ACTIF IMMOBILISE			
Capital souscrit non appelé			
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles			
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles			
Participations			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres titres immobilisés			
Autres immobilisations financières			2 705 118
ACTIF CIRCULANT			
Avances et acomptes versés sur commandes			
Créances clients et comptes rattachés			
Autres créances	51 678 314		
Capital souscrit appelé, non versé			
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités			
DETTES			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers			
Avances et acomptes reçus sur commandes			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	20 480 604		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			

HITACHI ASTEMO FRANCE
Société par Actions Simplifiée au capital de 6 630 399,60 euros
Siège social : 126, rue de Stalingrad – 93700 DRANCY
529 268 393 R.C.S. Bobigny

EXTRAIT DES DECISIONS
DE L'ASSOCIE UNIQUE DU 22 SEPTEMBRE 2022

.../...

DEUXIEME DECISION

L'Associée Unique décide d'affecter le bénéfice net comptable de l'exercice s'élevant à 8.036.296 Euros de la manière suivante :

	Euros
Résultat de l'exercice 2021	8.036.296
Dotation au poste « Réserve légale »	383.399
Le solde, soit est affecté au poste « Report à nouveau »	7..634.481

En outre, conformément aux dispositions des articles 158-3 2° et 243 bis du Code général des impôts, l'Associé Unique prend acte que la Société n'a pas distribué au titre des trois derniers exercices de dividendes, ni de revenus éligibles à l'abattement mentionné au 2° du 3 de l'article 158 du Code général des impôts, ni de revenus non éligibles à ce même abattement.

.../...

Certifié conforme
Le Président

